LES

BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES

PAR

EUGÈNE ROUILLARD

LES

LIOTHÈQUES POPULAIRES

PAR

EUGÈNE ROUILLARD

Multiplions les bibliothèques.

QUÉBEC
PRIMERIE DE L.-J. DEMERS & FRÈRE
30, rue de la Fabrique

1890

LES

BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES

Multiplions les bibliothèques!

I

UN PROJET A L'ORDRE DU JOUR

Un vieux proverbe dit " qu'il faut battre le fer pendant qu'il est chaud ".

Je me prévaux de l'excellent conseil que renferme cet axiome pour causer d'un projet déjà ballotté dans l'opinion publique et qui semble n'attendre qu'une bonne occasion pour passer du domaine de l'idéal à celui de la pratique. Je veux parler de l'installation des bibliothèques gratuites dans les villes et principalement dans les centres où se groupent de préférence les classes laborieuses.

L'occasion d'aborder ce sujet est d'autant plus propice qu'un certain nombre de citoyens

de Québec et de Montréal, industriels, négociants et professionnels, mus par un sentiment très louable, se sont constitués d'eux-mêmes les initiateurs et les promoteurs d'un mouvement qui, s'il rencontre l'assentiment général et éveille d'autre part l'attention et les instincts généreux des favorisés de la fortune, aura pour résultat de doter les principales villes de la province de bibliothèques à l'usage de notre peuple.

Comme tous les autres projets, celui-ci—on doit s'y attendre— se heurtera, dans le principe, à des difficultés de toute sorte. Il aura à triompher de l'ignorance et des préjugés des uns, de l'insouciance ou de l'opposition des autres.

Ce sont précisément ces obstacles qu'il s'agit de combattre et de renverser, et pour le succès de cette tâche, à la fois délicate et difficile, ce n'est pas trop du concours de toutes les intelligences et de toutes les volontés.

II

LA LECTURE EST INDISPENSABLE AU PEUPLE

Il serait superflu de s'engager ici dans une dissertation à perte de vue sur la nécessité de la lecture, de cet aliment aussi indispensable

à la vie intellectuelle que peut l'être la nourriture animale à la vie physique.

C'est là un de ces sujets qui ne sont plus guère susceptibles de controverse.

La lecture — on nous l'a répété mille fois — est devenue plus que jamais un besoin de notre époque.

L'esprit comme le corps doit être nourri et fortifié, et si nous ne voulons point, nous, peuple canadien-français, être écrasé par la comparaison avec les autres nationalités qui ne reculent devant aucun sacrifice pour propager et vulgariser l'instruction, il nous faut lire, il nous faut multiplier les sources auxquelles nous pourrons puiser ce qui nous manque.

" Je voudrais voir, a écrit un publiciste français qui s'est vivement préoccupé de la question ouvrière, je voudrais voir l'ouvrier aimer les bons livres ; pour apprendre à les aimer, il faut nécessairement un certain effort de l'esprit, qui peut coûter dans le commencement, mais dont on est bien récompensé par le plaisir qu'on goûte lorsqu'on s'est familiarisé avec eux...

" Eclairé par de bonnes lectures, l'ouvrier des champs verrait les choses sous leur véritable jour. Les plaisirs artificiels lui paraîtraient bien fades, au prix de ceux que donnent une vie laborieuse et une conscience pure.

“ Il apprendrait à n’estimer que les vraies richesses, les richesses du cœur, lorsqu’il verrait dans de bons ouvrages d’histoire, Phocion tirant lui-même de l’eau de son puits au moment où il refuse l’or d’Alexandre, Cléanthe passant la nuit à travailler pour une boulangère, Philopœmen fendant du bois dans une cuisine, Curius sarclant son jardin, Cincinnatus quittant sa charrue pour aller à la tête des armées sauver sa patrie, et disant à sa femme : “ Ah ! ma chère Racilie, je crains bien que nos champs ne soient mal cultivés cette année.”

“ Répandre ainsi dans les esprits un baume consolateur, calmer la fièvre inquiète qui les dévore, et donner aux loisirs un emploi aussi agréable que fructueux, tel sera le bienfait des bonnes lectures. Ce bienfait est-il si peu de chose ? ”

Qu’on ne dise pas, écrit M. Barrau, dans son excellent ouvrage, *Conseils aux ouvriers*, qu’on ne dise pas que la masse du peuple n’est pas susceptible ou digne d’être éclairée.

“ Je plains les détracteurs de ce peuple de ne pas comprendre que, plus la vie de ces hommes est matériellement pénible, plus il est juste de l’adoucir à l’aide des jouissances intellectuelles, et d’imiter en quelque sorte la nature, qui prodigue les fleurs brillantes du genêt et de l’ajonc sur les landes infertiles, afin que les plus pauvres campagnes aient, comme les plus riches, leur éclat et leurs parfums. Oui, je voudrais populariser le goût de l’étude, je voudrais que dans cha-

que chaumière, dans chaque mansarde, il y eut une tablette chargée de bons livres.

" Depuis quelque temps, on se préoccupe sans cesse d'augmenter le bien-être matériel des classes laborieuses ; certes, dit M. Barrau, j'applaudis de toute mon âme à une telle pensée ; aux tentatives de tant de généreux amis de l'humanité, j'unis aussi mes faibles efforts ; mais le progrès du bien-être matériel a ses dangers, que peut seul neutraliser un progrès analogue dans l'ordre intellectuel. Il serait hors de propos de m'étendre sur ce sujet ; il me suffira de dire que c'est en donnant l'aliment à la pensée, en s'accoutumant à aimer autre chose que ce qui est matériel, que la société humaine peut impunément s'avancer dans les voies du bien-être physique."

J'ajouterai que le temps est passé où prévalait ce préjugé trop général que les jouissances de la pensée étaient réservées à un petit nombre de personnes. On reconnaît au contraire aujourd'hui que l'intelligence de ce qui est bon et de ce qui est beau est rarement refusée à ceux en qui la volonté de sentir et de comprendre est la seconde nature. Il est donc possible, il est même facile aux ouvriers de se mettre en état de lire avec plaisir et avec fruit, et, du moment où ils auront contracté l'habitude d'employer ainsi leurs loisirs, ils auront, pour arriver au perfectionnement

moral et même au bien-être matériel une belle chance de plus.

C'est à peu près la même pensée qu'exprimait tout récemment à la conférence internationale de Berlin l'un des plus grands esprits de ce temps, M. Jules Simon, délégué de la France. Si l'on veut améliorer le sort des classes ouvrières, disait-il, l'important, l'essentiel, c'est de former, de développer, d'éclairer l'esprit et le cœur de l'ouvrier et de fortifier en lui le sentiment du devoir.

III

CE QUE L'ÉTAT DOIT AUX CLASSES POPULAIRES

Les économistes européens — je me hâte de le dire — n'ont pas été les seuls à se pénétrer de l'importance ou même de la nécessité de la diffusion de l'instruction parmi les classes populaires.

Emettre la prétention contraire serait tout simplement nier le grand et patriotique mouvement qui vient d'être inauguré avec un si éclatant succès par l'administration Mercier, et qui a reçu la haute sanction des autorités religieuses du pays : je veux parler de l'établissement des écoles gratuites du soir.

Ce mouvement n'a reçu, il est vrai, qu'en ces derniers temps, la réalisation si ardemment souhaitée par les véritables amis du peuple, mais il germait déjà depuis dix ans dans la pensée du premier-ministre de la province de Québec.

Déjà, en effet, l'on se lamentait, à cette époque, sur la situation faite aux classes populaires, l'on s'apitoyait sur l'espèce de délaissement dont elles étaient l'objet dans la distribution du pain intellectuel. C'est à ce moment que l'honorable M. Mercier, élevant la voix et s'adressant aux législateurs réunis dans l'Assemblée législative, n'hésita pas à déclarer que l'Etat s'était montré assez bon prince vis-à-vis de toutes les autres classes de la société, pour se préoccuper désormais de l'homme du peuple, de l'ouvrier.

Cette page du discours de l'honorable M. Mercier a naturellement sa place ici. Elle démontre plus éloquemment que je ne saurais le faire que nos hommes publics s'inquiétaient déjà, il y a près de dix ans, d'améliorer la condition intellectuelle des classes populaires, et qu'il leur tardait de s'acquitter envers elles d'un devoir, d'un acte de justice dont les événements avaient empêché jusque-là l'accomplissement.

“ Le peuple [1], disait l'honorable M. Mercier, c'est l'ouvrier ; c'est lui qui fait le pain, l'étoffe de nos habits, qui bâtit nos demeures, les embellit, les orne de ces mille choses qui les rendent à la fois commodes et agréables ; demeures dans lesquelles nous goûtons les plaisirs de la vie, si difficiles à gagner et si faciles à perdre ; c'est l'ouvrier qui fabrique l'horloge qui nous rappelle que le temps s'enfuit en nous laissant le regret du passé et quelquefois l'amertume du présent ; c'est lui qui fait nos temples où nous allons invoquer la divinité et la prier de bénir nos travaux et nos joies, d'adoucir nos chagrins : c'est “ l'ouvrier ” enfin qui confectionne les berceaux dans lesquels le doux chant de la mère endort l'enfant quand le soir est venu ; c'est lui qui orne nos cimetières où tous, grands et petits, riches ou pauvres, nous allons dormir du dernier sommeil. Voilà “ le peuple ” messieurs ; saluons-le avec respect, il travaille pour nous tous ; soulageons son fardeau, car il est lourd quelquefois à porter......

“ Mais cet ouvrier, M. le président, qui travaille et qui peine pour améliorer son sort et donner du pain à ses enfants ; cet ouvrier, type du citoyen honnête, qu'avons-nous fait, que faisons-nous pour lui dans ce pays ? Rien ! avouons-le à notre honte ; nous n'avons rien fait et nous ne faisons rien pour lui. Et il est là, ployant sous le poids de son labeur,

---

1 — Ce discours fut prononcé à l'Assemblée législative de Québec le 17 juin 1881.

et il attend, impassible comme le juste, calme comme la force dont il est l'emblème.

" Que pouvons-nous, que devons-nous faire pour lui? Lui ouvrir les portes du temple de l'instruction; l'initier à nos travaux, lui faire partager notre vie intellectuelle, lui tendre la main comme un frère, essuyer la sueur qui perle de son front et lui dire: courage, ami, voici des écoles spéciales et pratiques dans lesquelles tes enfants vont apprendre que ton métier est une noble profession.

" Nous avons donné des millions pour les chemins de fer et les canaux; l'ouvrier a payé sa large part des taxes nécessaires à ces immenses constructions. Son tour est venu; que l'Etat lui donne des écoles comme l'Europe en possède; des écoles dans lesquelles les jeunes gens apprennent un métier, en même temps qu'ils apprennent les sciences indispensables dans ce siècle de lumière et de progrès......."

Le tour de l'homme du peuple est venu! C'est aussi notre sentiment et c'est précisément parce que nous sommes pénétrés de cette vérité que nous réclamons aujourd'hui avec les écoles du soir que le gouvernement actuel lui a si libéralement octroyées la création de bibliothèques gratuites qui en sont le corollaire obligatoire.

IV

LE RÔLE MORALISATEUR DE L'ÉCOLE ET DE LA BIBLIOTHÊQUE

Dans une récente et magnifique démonstration dont personne, je crois, n'a encore perdu le souvenir [1], l'un des membres du cabinet de Québec, l'honorable M. Charles Langelier, secrétaire de la province, a développé avec beaucoup de force, dans une harangue dont la presse s'est déjà emparée, l'idée que je cherche à faire prévaloir ici : la nécessité de répandre l'instruction par tous les moyens avouables.

Il est vrai que dans sa harangue le secrétaire de la province a eu plus particulièrement en vue les écoles gratuites du soir, mais comme ses judicieuses réflexions peuvent s'appliquer avec nom moins de vérité à la bibliothèque gratuite, je m'en empare et je les cite *in extenso :*

" Il y a, dit-il, dans l'établissement de ces écoles gratuites du soir une idée nouvelle et

---

1 — Cette imposante démonstration a eu lieu le 6 novembre dernier, à l'Académie de Musique de Québec. Elle était motivée par l'inauguration des écoles du soir.

généreuse, procédant de certains motifs qui m'ont vivement frappé. C'est d'abord le rôle moralisateur de l'école bien entendue, de l'école telle qu'elle doit être. Plus vous instruisez le peuple, plus vous ouvrez et vous éclairez son intelligence ; plus vous faites surgir et développez en même temps le sentiment de sa dignité et cette légitime fierté qui le retiennent dans la voie droite et l'empêchent de choir au premier obstacle.

“ On a beau dire, l'ignorance est toujours une infériorité, et le savoir une grande force morale, une protection contre les défaillances. Que de fautes, que de crimes même, qui peuvent conduire jusque devant les cours d'assises, flétrir toute une existence, briser et déshonorer toute une famille, ne proviennent que de l'ignorance des droits que l'on peut exercer, ou d'une fausse notion des devoirs que l'on a à remplir! Combien de malheureux se sont laissés entraîner sur la pente du crime et ont fait des chutes irréparables, uniquement parce qu'ils n'avaient pas conscience de la responsabilité terrible qu'ils assumaient en commettant telle ou telle action, parce qu'ils n'avaient pas entrevu toutes les conséquences que leur acte pouvait faire peser sur eux!

“ Vous avez en ce moment, dans presque tous les pays, le spectacle de ces grèves regrettables, — heureusement elles n'existent point chez nous — qui paralysent le commerce et l'industrie, qui apportent la souffrance, la gêne, la ruine chez l'ouvrier et le patron; qui font asseoir au foyer naguère

souriant, la faim, les larmes et le deuil. Et pourquoi ? Parce que l'on semble avoir une fausse notion, une idée inexacte des droits à exercer, des devoirs à remplir. Sans doute que ces associations ouvrières sont bonnes et légitimes, quand elles savent se maintenir dans une juste limite, quand elles comprennent et admettent que la liberté des uns finit et doit s'arrêter là où commence le droit des autres. Mais disons-le, ce qu'il y a de regrettable, ce sont les excès, les envahissements, les menaces et les violences. Et d'où viennent ces écarts ? Je ne saurais trop le répéter, ils proviennent de la fausse notion que l'on a de ses droits et de ses devoirs. Or, en fréquentant ces classes du soir, l'ouvrier, le travailleur — qui, après tout, est le cœur même de la nation, qui fait sa richesse et sa grandeur dans les champs ou dans l'atelier, — l'ouvrier, le travailleur se met en mesure d'étudier ces grandes questions si intéressantes, si vitales du travail et du capital ; il acquiert le pouvoir de se renseigner aux sources mêmes du savoir — car il y a eu de belles et de grandes pages d'écrites sur ce sujet. Il apprend à tracer sa voie dans le vrai chemin, sur les hauteurs saines et éclairées de la justice, du droit, de la grande et large humanité. Au lieu de suivre les conseils des meneurs qui l'exploitent et vivent de sa faiblesse et des larmes de sa famille, il apprend à regarder les choses de plus haut et de plus loin, à prévoir et à éviter les conséquences, souvent irréparables, d'une déci-

sion prise à la hâte et sous l'empire d'une irritation passagère.

" En instruisant l'ouvrier, vous lui donnez, en outre, pour ses heures de loisir, pour ses soirées au foyer, [1] après le rude et vaillant labeur du jour, une saine et vivifiante récréation par la lecture en famille, qui le retient à la maison, qui fortifie les liens sacrés du foyer et le sauve souvent du cabaret, ce danger auquel tant de belles intelligences vont se heurter et se briser. L'ouvrier éclairé sur ses droits et ses devoirs comprendra que l'émancipation sociale si hautement préconisée par de prétendus amis des travailleurs consiste dans l'association des forces, par l'intelligent accord des deux grandes puissances productives : le capital et le travail ; par la solidarité, réalisée enfin, des intérêts. Et, comme l'a dit un grand écrivain, contre cette tendance libératrice, rien ne prévaudra, non rien ; car les victoires de l'erreur et du mal, si multiples qu'elles soient, sont, après tout, passagères : il n'y a d'absolument invincible, que la justice et la vérité. Ah ! que les ouvriers les connaissent donc, les deux grands ennemis de la famille. Je les dénonce, et je vais les nommer ; ce sont : la cupidité, en haut, et, en bas, la misère. Chacun pour soi ; telle est, en dehors de la famille, la maxime dominante. Pour mettre fin à cet esprit de méfiance, d'antagonisme qui existe entre l'ou-

1 — Parlant du livre, Jules Simon écrivait naguère que c'était le protecteur par excellence du foyer.

vrier et le patron, il suffirait aux uns et aux autres d'accepter ce grand précepte du Christ: " Aimez-vous les uns les autres." Le moyen de bien comprendre ce précepte, d'en apprécier toute la sagesse, c'est de s'intruire, et voilà pourquoi ces écoles du soir sont destinées à opérer tant de bien, en permettant à l'ouvrier d'ouvrir son intelligence, d'élever son âme et de comprendre sa mission dans la société."

V

LA BIBLIOTHÈQUE EST LE COMPLÉMENT INDISPENSABLE DE L'ÉCOLE

Que l'Etat, que le gouvernement Mercier ait accompli un grand acte de patriotisme, qu'il ait répondu à un besoin urgent en fondant les écoles du soir, il n'y a qu'une voix dans le pays pour le proclamer. Que ces mêmes écoles, quoique de récente création, aient déjà produit de bons résultats et qu'elles en promettent de plus merveilleux encore dans l'avenir, cela est également hors de doute. Je me permettrai toutefois d'exprimer l'opinion que tout ne finit pas à l'école et que les largesses du gouvernement risqueraient fort d'être dépensées en pure perte, si, au sortir de l'école, l'ouvrier, l'homme du peuple

devait s'en tenir là et fermer pour toujours ses livres.

L'école est utile, indispensable même. Indispensable, parce qu'elle est le principe de toutes choses, qu'elle assouplit l'intelligence, qu'elle prépare la mémoire, qu'elle forme le goût.

C'est un prélude nécessaire, si l'on veut, et pourtant ce n'est encore que la clef qui servira à pénétrer dans un temple plus auguste, plus imposant et plus étendu : le savoir.

Par l'école, nous nous mettons en état de nous livrer à l'étude, d'apprendre d'une manière fructueuse, de raisonner même au besoin ce que l'on sait ou ce que l'on ressent, mais notre bagage de connaissances serait bien mince, bien modeste, si une fois en possession des notions rudimentaires l'on ne devait pas aller plus loin, si notre peuple devait être privé des moyens d'utiliser ou de faire fructifier les premières leçons reçues.

Or, ces moyens, quels sont-ils ? Il n'en est pas d'autres que la lecture, la lecture de livres appropriés au goût, aux aspirations et à la profession de chaque individu ; il n'en est pas d'autres que les bibliothèques gratuites où à toute heure du jour et jusque dans la soirée, l'ouvrier puisse aller décrocher du

rayon qu'on lui indique le volume qui l'intéressera en l'instruisant.

En un mot, la bibliothèque est le complément indispensable de l'école ; l'une ne peut aller sans l'autre.

VI

L'OUVRIER CANADIEN LIT-IL ?

Vous rencontrerez des gens qui vous disent avec une certaine apparence de conviction : Mais à quoi bon des bibliothèques ! Notre peuple ne lit point et ne fréquentera pas davantage vos salles de lecture. Le travailleur, lorsqu'il a peiné toute une journée, pense, en rentrant à son foyer, à bien autre chose qu'à ouvrir un livre, qu'à feuilleter un bouquin. Ce sont des distractions, des divertissements d'une toute autre nature qui l'attirent. Le club, les réunions d'amis, la promenade et parfois une soirée au comptoir de l'aubergiste ont pour lui des attraits que vous ne sauriez remplacer et contre lesquels vous lutterez en vain.

Ce jugement est entaché d'une forte dose d'exagération, et l'on a le tort de vouloir le généraliser.

L'ouvrier canadien—on peut se l'avouer entre nous—ne lit pas autant que son congénère d'Europe et des Etats-Unis, mais cela tient moins à son indifférence, à son apathie qu'au défaut d'encouragement, qu'à l'absence totale de la plus petite salle de lecture et à l'absence aussi regrettable de bibliothèques populaires.

Mettez nos compatriotes dans les mêmes conditions que les travailleurs européens et américains, procurez-leur les mêmes avantages et les mêmes facilités, stimulez leur amour-propre par d'excellents conseils, et vous les amenerez insensiblement à se pénétrer de l'importance de l'instruction faite par les livres.

On dira qu'il existe déjà plusieurs bibliothèques dans nos villes et que l'homme du peuple ne les fréquente guère. Cette objection est toute puérile. Nous possédons déjà sans doute de bonnes et belles bibliothèques pourvues des collections les plus rares, des ouvrages les plus précieux, mais outre que ces bibliothèques ne sont point d'un accès facile, qu'elles se trouvent situées dans des milieux que l'ouvrier ne peut aisément visiter à cause des distances, ou même à cause des obligations relativement onéreuses auxquelles sont assujettis ceux qui vont les consulter, il y a

encore cette autre raison que la plupart de ces bibliothèques ne sont ouvertes au public que le jour et qu'elles ne détiennent point des livres qui soient à la portée des masses.

La prétention que notre peuple ne lira point, même en se trouvant placé dans des conditions exceptionnellement favorables, n'est pas plus sérieuse que celle qui vient d'être réfutée.

Disons d'abord que c'est une erreur trop généralement répandue que notre peuple n'a pas l'ambition d'apprendre et qu'il ne lit pas plus qu'autrefois. La statistique est là pour nous donner la preuve du contraire.

C'est en effet aujourd'hui un fait constaté au-delà de toute évidence que la circulation des journaux, dans la ville de Québec par exemple,—je prends le journal pour terme de comparaison, car au fond c'est le premier livre du peuple—a augmenté depuis dix ans de plus de trente pour cent.

Je dis plus : l'expérience assez longue que je possède des choses de la presse me permet d'affirmer, sans crainte de contradiction, que les journaux quotidiens de la ville servent chaque jour à leur clientèle plus de vingt-cinq mille numéros, que les journaux et les revues

hebdomadaires et mensuels atteignent à leur tour plus de cent vingt-cinq mille lecteurs—en prenant pour base trois lecteurs par chaque famille recevant un journal—et que les journaux et revues publiés à l'étranger ou en d'autres villes du Canada, mais lus par nos concitoyens de la ville, représentent de leur côté une moyenne de huit à douze mille lecteurs pour chaque jour de la semaine. [1]

Si donc les chiffres veulent dire quelque chose, c'est que loin de rétrograder nous avançons, c'est que loin d'être indifférents à la lecture, nous lisons au contraire plus que jamais.

Il est vrai qu'il ne s'agit ici que des journaux, mais comme le journal est assez proche parent du livre, les lecteurs qui s'intéressent déjà au dépouillement de leurs gazettes ne sont pas éloignés de faire leurs délices du livre qu'on leur mettra sous la main. Tout le secret du succès est de leur en fournir.

---

1 — Ce que je dis de Québec peut également s'appliquer à Montréal et aux autres villes de la province. La circulation des journaux a doublé et triplé partout dans les dix à quinze dernières années.

VII

L'IGNORANCE DU LIVRE

On dira peut-être qu'il faut faire la part des illettrés, de ceux qui ne savent ni lire ni écrire, et que pour ceux-là l'usage des bibliothèques reste absolument inutile.

Il faut reconnaître tout d'abord qu'avec les ressources dont nous disposons, qu'avec les écoles primaires et presque gratuites qui pullulent dans tous les quartiers de la ville, la catégorie des illettrés tend à se restreindre de plus en plus. On peut même avancer, sans être taxé d'exagération, qu'il n'y a plus guère aujourd'hui dans la ville de Québec et même à Montréal de familles qui ne comptent un ou plusieurs de leurs membres ayant reçu au moins les bienfaits d'une éducation élémentaire.

Le chef de famille, la mère elle-même peuvent encore ne pas savoir déchiffrer les lettres de l'alphabet, mais quel appoint déjà, quelle jouissance et quelle consolation pour eux, si un de leurs enfants, un jeune garçon ou une jeune fille, sont en mesure de faire la lecture en commun ! C'est encore ici un nouvel argument en faveur de la création des bibliothè-

ques gratuites. Les illettrés en bénéficieront indirectement comme ceux qui sont plus instruits.

On ne peut concevoir sans doute la pensée de transformer tous ceux qui lisent en savants ou même en demi-savants. Ce n'est pas d'ailleurs ce résultat que l'on doive viser. Le livre est utile et recommandable parce qu'il forme à lui seul une mine inépuisable de renseignements, et que c'est à lui qu'il faut toujours recourir pour dissiper les ténèbres de l'esprit.

L'ignorance du livre—on l'a dit bien avant ce jour — est une chose regrettable. C'est comme la privation de la lumière pour les aveugles. L'aveugle ne peut pas juger des couleurs qu'il ne voit point ; celui qui ne lit pas ou qui ne se délecte que dans la lecture des ouvrages frivoles n'entrevoit rien au-delà d'un certain horizon qui est lui-même fort borné.

Les journaux ont raconté récemment un joli trait qui fait voir à quelles balourdises expose parfois l'ignorance du livre sérieux.

L'on mettait en cause dans cette anecdote, non un illettré, mais un brave homme qui, ayant dépensé une bonne partie de sa vie à se meubler la cervelle de romans, de ces romans qui finissent invariablement par un

mariage ou un suicide d'amour, entre un jour chez un libraire avec l'intention bien arrêtée d'acheter ce qu'il y avait de plus nouveau en fait d'œuvres romanesques.

Le libraire—complaisant comme le sont tous ceux qui flairent une bonne vente—fait défiler devant les yeux de son client les auteurs les plus en vogue, mais aucun ne paraît lui convenir. Le libraire tente un dernier assaut.

—Nous avons, dit-il, un ouvrage unique comme intérêt et celui-là je vous le recommande : Ce sont *Les Derniers jours de Pompéï.*

Les Derniers jours de Pompéï ! exclame le visiteur, qui en fait d'histoire n'y voyait pas plus loin que le bout de son nez. Ça doit être très joli en effet. Mais ce M. de Pompéï que vous me recommandez si fort, de quoi est-il mort ?

—De quoi il est mort ! reprend le spirituel libraire qui a déjà deviné son homme, il est mort, monsieur, d'une éruption !

Et notre homme achète le livre, heureux d'avoir pu mettre enfin la main sur un héros qui avait pris la peine de ne pas mourir comme tout le monde puisqu'il était mort d'une éruption ! Ce brave lecteur n'était coupable que d'avoir confondu le nom d'une ville avec celui d'un personnage de roman !

Ces méprises — qui sont plus communes que l'on ne pense — se rencontrent surtout chez ceux qui font de la littérature légère leur principal aliment. Aussi, lorsque nous parlons de bibliothèques populaires, nous n'entendons pas des établissements qui feraient la plus large part à cette catégorie d'ouvrages frivoles dont le marché est inondé et qui n'apprennent rien. On ne pourrait sans doute prononcer l'exclusion totale du roman — surtout lorsqu'il est de bonne facture et qu'il constitue une œuvre saine — mais le genre sérieux, le livre utile doit prédominer, si l'on tient à former des hommes capables d'engager avec courage et succès les batailles de vie, et des femmes et des filles qui n'exigent point de leurs époux ou de leurs amants ces qualités surnaturelles dont le roman habille ordinairement les héros qu'il met en cause.

En résumé, il faut à l'ouvrier comme à tout autre homme une nourriture intellectuelle qui laisse son âme calme et pure et qui n'y fasse naître que de généreux sentiments.

VIII

LES BIBLIOTHÈQUES GRATUITES AUX ÉTATS-UNIS

J'ai dit ce qu'il fallait penser de l'école du soir ouverte gratuitement à toutes les classes de la population. L'on doit en attendre un grand bien, et effectivement elle produira d'excellents résultats : mais ce serait une erreur ou une naïveté de vouloir compter uniquement là-dessus pour combattre l'ignorance, pour inspirer le goût de l'étude, pour élargir les horizons de l'esprit et pour agrandir le cercle des connaissances humaines.

L'ecole, même placée sous la direction des professeurs les plus compétents, ne saurait donner en quelques années et à plus forte raison en quelques mois, ce qui constitue la véritable érudition, ce qui nous met en mesure de pouvoir parler, en connaissance de cause, soit des questions sociales, soit des problèmes économiques, soit encore de matières se rattachant plus directement et plus étroitement au métier que l'on exerce et dans lequel l'on tend à se perfectionner. Cette lacune ne saurait être autrement comblée que par la lecture.

Ce n'est point là une assertion faite à la légère ; c'est une prétention basée sur l'expérience des années et sur celle des faits.

Jetez les yeux où vous voudrez, promenez votre pensée de l'autre côté de l'Atlantique ou examinez seulement ce qui se passe chez nos plus proches voisins et vous vous convaincrez que partout pour élever le niveau intellectuel et moral des masses, pour améliorer la condition des classes laborieuses, pour éclairer le peuple, en un mot, l'on a eu invariablement recours à la bibliothèque libre et gratuite.

Dans la grande confédération américaine, l'on s'est si bien pénétré de cette vérité, qu'il n'est plus un Etat, que dis-je? qu'il n'est plus une petite ville qui ne soit gratifiée aujourd'hui d'une bibliothèque, de salles de lecture et même de musées. Il n'est point de meilleure et de plus éloquente démonstration de cette vérité que la statistique que je vais avoir l'honneur de produire.

Rappelons d'abord que la fondation des bibliothèques publiques aux Etats-Unis remonte au XVIIe siècle. La plus ancienne est celle d'Harvard College, Massachusetts, qui, créée en 1638, est encore des plus florissantes. Elle compte à l'heure actuelle près de 300,000 volumes.

Dans le principe toutefois et jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, ces bibliothèques ne furent que des dépendances des établissements

d'éducation. Mais, à cette époque, sous l'influence bienfaisante de Franklin, de véritables bibliothèques populaires surgirent comme par enchantement dans la plupart des villes des Etats-Unis. Le mouvement ne s'est jamais ralenti, et en 1880 le bureau d'éducation de Washington constatait déjà l'existence aux Etats-Unis de 5,842 bibliothèques, contenant plus de douze millions de volumes et un million et demi de brochures. De plus, l'on comptait sur ce total onze à douze bibliothèques qui avaient au-dessus de cent mille volumes chacune.

C'est surtout à Chicago — la reine de l'Ouest — que les bibliothèques ont pris un développement prodigieux. L'une de ces bibliothèques, dont la fondation ne remonte qu'à 1874, contient déjà 154,000 volumes. Elle a obtenu une médaille d'or à l'exposition de Paris, un honneur qu'aucun autre établissement du même genre aux Etats-Unis n'a obtenu. Si l'on veut savoir maintenant dans quelle proportion cette bibliothèque est fréquentée, les chiffres suivants vont nous l'apprendre.

Le nombre de personnes qui possèdent des cartes leur donnant accès aux livres de cette bibliothèque, est au-dessus de 32,000. Le nombre de cartes délivrées en 1889 était de

16,544, dont 10,310 aux hommes et 6,234 aux femmes. 749,445 volumes sont sortis pendant l'année et la circulation ordinaire quotidienne a été calculée à 2,465. 4,760 livres sont sortis dans une seule journée, ce qui est le maximum et 1,526 pour la moindre journée.

C'est au sujet de cette grande bibliothèque si admirablement organisée qu'un canadien-français, fixé depuis plusieurs années à Chicago, écrivait il y a pas longtemps à un journal de Québec :

" Il doit être réellement agréable à tout homme intelligent de pouvoir constater que dans une si grande et bruyante ville, qu'il y a une institution qui soit tout aussi profitable à l'indigent qu'au millionnaire. Il n'y a là, aucune distinction sérieuse, de croyance, de race ou de couleur. Tous, sans exception, peuvent venir puiser à cette source de sagesse et de science.

"Le pauvre émigrant, qu'il soit des bords du Danube, des forêts de la Bohême ou des rochers escarpés de la Scandinavie ; tous peuvent dissiper leurs longues heures d'ennuis avec les livres bien connus de leur patrie, imprimés dans leur langue maternelle.

" Il oubliera pour un temps ses soucis, en se rappelant les scènes délicieuses de son enfance et les triomphes de ses compatriotes."

Outre la bibliothèque publique proprement dite, Chicago a le bonheur d'en posséder plusieurs autres. Citons la bibliothèque New-

berry, fondée par Walter Newberry, qui a laissé par testament $3,000,000 dans ce but. Cette bibliothèque possède actuellement plus de 40,000 volumes. Elle n'a qu'un seul défaut : celui de ne pas permettre d'apporter les livres à domicile.

La société historique de Chicago a une bibliothèque de 25,000 volumes et la bibliothèque Hammond 14,000.

" Chicago est une ville pour les livres, écrivait récemment un publiciste. Le peuple aime à lire, tient à s'instruire ; de là, le grand progrès de la métropole de l'Ouest."

Boston n'est pas moins bien partagée que la reine de l'Ouest.

C'est dans cette ville que se trouve la bibliothèque la mieux pourvue de toute l'Amérique, en exceptant peut-être la *Library of Congress* qui, elle, dispose de 400,000 volumes. Seulement, celle-ci est subventionnée par le gouvernement, tandis que l'autre est le résultat de dotations particulières ou même d'octrois municipaux. D'après une statistique de 1883, la grande bibliothèque publique de Boston contenait sur ses rayons 260,000 volumes, et l'on estimait en 1881 que le prêt de ses livres s'était élevé, dans cette seule année, à 1,140,-000.

IX

LA DOTATION DES BIBLIOTHÈQUES AMÉRICAINES ET LA CONTRIBUTION MUNICIPALE

Dans la courte nomenclature qui vient d'être dressée, l'on a pu remarquer qu'ils ne sont pas rares chez nos voisins les millionnaires qui se font non seulement un devoir, mais encore un honneur et une gloire de doter leur ville natale d'une bibliothèque à l'usage du peuple.

Je mentionnais, il y a un instant, le nom de Newberry qui n'a pas hésité à consacrer trois millions de piastres pour cet objet ; l'on pourrait en citer cinquante autres qui ont mis libéralement leur or au service de la même cause.

Le richissime américain John Jacob Astor qui vient de mourir à New-York comme le plus simple des mortels, quoiqu'il fut affligé de $150,000,000, avait versé, il y a plusieurs années déjà, un million pour la création d'une bibliothèque populaire qui porte son nom. M. Astor ne s'est point borné à ce cadeau princier. Par son testament qui vient d'être rendu public, il lègue à la même institution une autre somme de $400,000 et $50,000 en sus pour les membres du conseil d'administration de cette bibliothèque.

Dans le même temps que le Crésus new-yorkais, le Dr. Rush souscrivait un million aux mêmes fins, Peaboby deux millions. et Crerar léguait par testament à la ville de Chicago $2,500,000.

Enfin, dans ces derniers temps, un écossais qui a fait sa fortune en Amérique, M. Carnegie, surnommé "le roi de l'acier," offrait à son tour une somme de un million de piastres pour une bibliothèque centrale gratuite et des succursales à établir dans la ville de Pittsburg. Ce dernier établissement vient d'être ouvert au public. L'édifice qui est en granit a coûté à lui seul $300,000. Il contient outre la bibliothèque même, une galerie d'objets d'arts et une salle de concert.

Il ne faut pas croire qu'aux Etats-Unis l'on a toujours procédé ainsi par millions ou demi-millions.

A côté de largesses quasi-royales, il s'est rencontré des souscripteurs ou des collaborateurs qui, pour avoir été plus modestes dans le chiffre de leur apport, n'en ont pas servi moins efficacement la cause de l'instruction populaire. Il suffit de citer le nom de M. John Bates qui fut le premier citoyen à doter sa ville natale — Boston — d'un legs en argent pour une bibliothèque. Il lui légua en 1864 $50,000 avec, comme supplément, une collec-

tion de livres d'une égale valeur en argent. En reconnaissance, on appela la grande salle de lecture de son nom, *Bates-Hall.* Il eut par la suite des imitateurs, et la bibliothèque qu'il avait dotée ne tarda point à s'enrichir rapidement.

Encore une fois, ces largesses ne sont point inusitées. Pour ne prendre qu'un seul Etat— celui du Massachusetts par exemple — pas moins de seize bibliothèques patronymiques ont été fondées en vingt ans, grâce à la munificence de ceux dont elles portent les noms. C'est à peu près la même proportion dans tous les autres Etats de la confédération américaine.

Un publiciste québecois qui a fait son tour d'Amérique et qui s'est intéressé tout spécialement à ces questions, M. Nazaire LeVasseur, notait en 1886 ce fait : c'est que dans les villes de deuxième ordre comme dans les grandes villes et jusque dans les bourgs les plus reculés des Etats-Unis, l'on était toujours sûr d'y trouver une bibliothèque, c'est-à-dire des livres et un bon coin pour lire.

Cette assertion est parfaitement exacte. Nul pays au monde plus que les Etats-Unis ne semble avoir fait et fait encore autant de sacrifices pécuniaires pour la diffusion de l'instruction populaire.

Dans un grand nombre de villes même, l'on n'a pas attendu que la munificence des donateurs cousus d'or et d'argent se manifestât pour se gratifier de bibliothèques populaires. De consentement unanime ou presqu'unanime, on s'est taxé volontairement ou bien l'on a demandé au corps municipal de prélever lui-même un impôt spécial pour défrayer les dépenses encourues par des créations de ce genre. En certains Etats même, la législature, allant au-devant des vœux de la population, a reconnu et sanctionné officiellement le principe de la taxe pour la formation et l'entretien des bibliothèques populaires.

Si nous nous en rapportons à une statistique publiée aux Etats-Unis en 1876, nous constatons par exemple, que dans trente-deux villes de l'Iowa, de l'Illinois et du Massachusetts, les contribuables ont été unanimes à s'assujettir à un impôt pour avoir des bibliothèques.

Dans une petite ville du Texas, à Galveston, la municipalité vote trois mille piastres par an pour le soutien de sa bibliothèque, qui comptait, en 1876, 10,000 volumes et 12,500 lecteurs assidus.

Dans l'Illinois, la taxe municipale rapportait en 1876 aux 13 "free librairies" de l'Etat

$74,742. Dans une seule année 301,538 volumes de l'une de ces bibliothèques avaient passé par les mains du public.

Dans le Connecticut, il y a quatre bibliothèques auxquelles la ville donnait, en 1875, une subvention annuelle de $1,100.

Dans le Maine, huit " Librairies " ont reçu de la ville, en un an, $2,985. Ces établissements, quoique récemment formés, disposaient déjà il y a une douzaine d'années, de 33.534 volumes, avec une circulation annuelle de 100,000 livres.

Dans le Vermont, la taxe municipale affectée à l'entretien de ces établissements rapportait dans le principe $2,500 pour les quatre bibliothèques de l'Etat.

Dans le New Hampshire, treize " town Librairies " recevaient en 1875 des octrois municipaux au montant de $7,510.

Enfin, dans l'Etat du Massachusetts, cent vingt-sept " Free town Librairies " retiraient de la cassette municipale, en 1875, la jolie somme de $273,861 pour leur soutien.

Si les chiffres ont leur éloquence, c'est surtout dans la matière qui nous occupe. Ici, ils disent hautement l'importance et le souci que nos voisins attachent à l'existence et à la prospérité des bibliothèques. Pour eux—et ce devrait l'être également pour nous—la

bibliothèque populaire et gratuite constitue l'école la plus féconde en résultats pratiques, la source où se puise le plus largement et le plus directement la science des choses.

X

LES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES EN EUROPE

L'existence des bibliothèques populaires n'est pas circonscrite au continent que nous habitons. Dans la vieille Europe, qui était déjà pourvue des plus riches collections de l'univers, l'on a senti la nécessité de suivre les traces du peuple américain et de s'engager dans la même voie.

En France, la bibliothèque populaire remonte à un peu plus d'un demi-siècle. La première fut créée en 1836 par M. Perdonnet, président de l'association polytechnique.

Vers 1850, une société se forma à Paris pour la fondation de bibliothèques communales gratuites, mais cette tentative généreuse échoua. C'est seulement à partir de 1860 que se constituèrent partout, sous l'impulsion de l'administration centrale, des sociétés dont la plus importante fut la société Franklin qui, formée en 1862, reconnue d'utilité publique

en 1879, n'a pas fourni jusqu'à ce jour aux bibliothèques des villes et des villages, aux hôpitaux civils et militaires moins, de 500,000 volumes. Depuis, l'élan ne s'est pas arrêté, et la Ligue de l'enseignement. la société bibliographique, l'Œuvre des familles, l'Union de la Jeunesse française et plusieurs autres associations ont créé partout des bibliothèques populaires dans un but d'instruction et en même temps, il faut le dire, de propagande politique et religieuse.

A Paris, l'on comptait, en 1886, quatorze bibliothèques populaires libres, recevant du conseil municipal une subvention de quinze cents à deux cent mille francs.

Chacune d'elles, dit M. Berthelot, dans sa *Grande Encyclopédie*, possède de 2,000 à 5,000 volumes et leur situation est en général satisfaisante.

Les organisateurs de ces institutions ont constitué de plus, en 1881, un syndicat qui a pour mission de prendre toutes les mesures nécessaires à leur développement et à leur prospérité.

En Angleterre, l'institution des bibliothèques populaires est presque contemporaine.

Une loi de 1850 a autorisé les villes à s'imposer pour la fondation et l'entretien de bibliothèques communales gratuites. Actuel-

lement, quatre-vingt-seize villes des Iles Britanniques en sont dotées. Les plus importantes sont celles de Manchester, avec une circulation de 971,337 volumes, et de Liverpool, avec un mouvement de 935,689 volumes, en 1881.

En Ecosse, l'agitation en faveur de l'établissement de bibliothèques publiques s'est développée rapidement jusque dans les plus petites villes. C'est ainsi qu'à Peterhead, une des villes les moins importantes du nord du pays, il a été unanimement décidé dans une réunion des contribuables de créer une de ces bibliothèques.

Qu'on me permette de faire ici une toute petite digression pour rappeler que notre mère-patrie l'Angleterre est l'un des pays qui depuis quelques années ont fait le plus — en exceptant peut-être les Etats-Unis — pour l'amélioration intellectuelle des classes laborieuses.

L'une de ses dernières fondations mérite même une mention toute spéciale à cause des heureux résultats qu'elle a déjà produits. Je veux parler de cette institution toute récente connue sous le nom de Palais du Peuple et qui fonctionne dans le plus grand quartier industriel de Londres — White Chapel.

Le titre n'a rien de fallacieux. Palais, il y a, par les dimensions colossales de l'édifice, par les services multiples qu'il renferme et par la foule considérable qui s'y presse chaque jour.

Un journal anglais disait récemment que les constructions avaient absorbé plus de deux millions fournis par des dons, le budget annuel dépassant lui-même $60,000.

L'idée des fondateurs de cette institution a été de procurer à la classe ouvrière de ce quartier de Londres des distractions saines et intéressantes, pour l'arracher aux *public-houses*. Pour atteindre ce but, l'on a installé dans le Palais du Peuple une immense salle de spectacle où cinq mille personnes peuvent trouver à se placer et assister moyennant trois pence, soit à un concert, soit à une représentation théâtrale, soit à quelques pantomines ou à une conférence artistique ou littéraire.

Une autre salle est affectée aux expositions de peinture ou d'œuvres d'art ou même encore à l'exposition des travaux libres d'artisans et dessinateurs industriels.

Puis, comme couronnement, dans une autre partie de l'édifice, une superbe bibliothèque de 15,000 volumes où se trouvent toutes les revues et tous les journaux anglais, et qui est

fréquentée chaque jour par sept à huit cents lecteurs.

En 1889, on a compté plus de deux millions de visiteurs au Palais du Peuple. Le samedi soir, jour de paye, où le billet d'entrée est fixé à trois pence pour empêcher les ouvriers de sortir dans la soirée et d'aller boire au dehors, le chiffre des entrées est même le plus élevé de la semaine.

Les fondateurs de l'œuvre ont voulu se préoccuper en même temps des enfants des ouvriers, des moyens de leur procurer une bonne éducation industrielle ou commerciale. Pour réaliser ce plan, une école d'art et d'industrie a été annexée aux salles de concert et de spectacle du Palais du Peuple.

L'idée répondait si bien aux besoins de la population que le lendemain de son ouverture, il y a deux ans, l'école comptait trois mille élèves. Aujourd'hui, le chiffre de 7,000 est dépassé.

L'Etat a été absolument étranger à cette création. Le Palais du Peuple est exclusivement l'œuvre et la propriété d'une association privée, constituée par quelques hautes personnalités commerciales, industrielles et aristocratiques de Londres.

L'institution a produit de tels résultats,

dit-on, pour la moralisation sociale de la classe ouvrière et le développement de l'instruction professionnelle que les capitalistes anglais ont résolu d'entreprendre la construction d'autres palais dans trois grands quartiers ouvriers de Londres, Greenwich, Lambeth et Pimlico.

Voilà pour l'Angleterre. Jetons maintenant un coup d'œil rapide sur les autres contrées de l'Europe qui ont favorisé ce que je pourrais appeler le mouvement des bibliothèques.

La Suisse, un tout petit pays dont la population est moins de trois millions d'habitants —possède 1,734 bibliothèques populaires renfermant 981,324 volumes. Le mouvement annuel de ces bibliothèques est de 1,226,000 volumes. 839 de ces établissements sont gratuits; les autres exigent une cotisation soit par année, soit par ouvrage prêté.

En Belgique, il convient de mentionner tout particulièrement les bibliothèques de Liège, de Gand et de Louvain disposant chacune de plus de 90,000 volumes.

L'Allemagne est également très avancée dans cette voie. Sa capitale, Berlin, possède, outre sa bibliothèque royale de 700,000 volumes et de 15,000 manuscrits, neuf bibliothèques publiques et quinze bibliothèques popu-

laires disséminées en différentes parties de la ville. [1]

En parlant des bibliothèques européennes, je ne puis passer sous silence le remarquable rapport préparé pour la chambre des Communes du Canada sur la section d'économie sociale de l'exposition de Paris de 1890.

Ce rapport a été publié par M. Jules Helbronner, qui a fait de la question ouvrière une étude spéciale et qui s'est rendu à Paris, à la demande de notre gouvernement pour suivre les travaux de la section d'économie sociale qui nous sont soumis aujourd'hui.

L'étude de M. Helbronner mérite d'être lue par tous ceux qui s'intéressent au mouvement social. Elle touche par tous les côtés

1 — Il résulte d'une statistique récemment dressée, que l'Allemagne possède cinquante bibliothèques publiques autorisées par l'Etat, comprenant 12,700,000 volumes.

Les statisticiens allemands en infèrent que pas une nation du globe ne possède une bibliophilie comparable à celle de leur pays, et pour démontrer la justesse de leur assertion, ils comparent leurs cinquante bibliothèques universitaires et académiques aux " plus grandes " bibliothèques des autres nations.

La comparaison faite à ce point de vue, tout au moins inattendu, l'Angleterre ne possède qu'environ six millions de volumes, la République des Etats-Unis un demi-million de volume en moins que l'Angleterre.

Par un singulier hasard, la France n'est pas comprise dans cette statistique.

à la question qui préoccupe les esprits dirigeants et fourmille de données qui seront d'un grand secours à nos législateurs, insuffisamment éclairés sur la lutte que se livre un peu partout le capital et le travail.

Un chapitre de l'étude de M. Helbronner a spécialement attiré mon attention : c'est celui qu'il consacre à l'établissement des bibliothèques populaires en Europe.

Les statistiques qu'il a recueillies à bon endroit confirment en tous points la prétention que j'ai émise ailleurs, savoir : que la bibliothèque libre et gratuite est le plus rapide, sinon le meilleur éducateur des masses.

Il y a eu, dans le principe, quelques hésitations en Europe, mais à l'heure actuelle, elles ont cessé. L'expérience et les résultats obtenus en ont triomphé.

Il est de fait — c'est M. Helbronner qui le constate lui-même dans son rapport — que les bibliothèques publiques en Europe se sont multipliées dans des proportions remarquables.

Les plus fréquentées sont les bibliothèques municipales ou communales, dont les règlements, très libéraux, rendent la sortie des livres très facile, et celles possédant les

ouvrages se rapportant aux industries établies dans le district.

A Paris, le mouvement des prêts des bibliothèques municipales a été comme suit :

1887	1888
1,193.388 livres	1,277,436

En Belgique, sur 2.593 communes, 442 possédaient, en 1887, 446 bibliothèques établies sous le patronage de l'administration communale. Leurs catalogues contenaient ensemble, 1,243,409 ouvrages, elles avaient été visitées par 97,110 lecteurs et avaient 122,601 lecteurs au dehors.

Les prêts pendant l'année se sont élevés à 992,344.

Le peuple, dit M. Helbronner, veut s'instruire et les pouvoirs publics rivalisent avec l'initiative privée pour satisfaire ses aspirations. En dehors des bibliothèques nationales, provinciales, municipales ou communales, les sociétés ouvrières, les syndicats ouvriers ou de patrons, les sociétés industrielles ont fondé des bibliothèques ouvertes à tous gratuitement ou à peu de frais. Là où il y a une bibliothèque on est sûr de trouver un programme de cours ou de conférences grâce au dévouement du corps enseignant, et en général à celui de toutes les personnes

appartenant aux carrières libérales. Il n'est pas de ville, presque de village, en Angleterre, en France, en Suisse, en Belgique, en Allemagne, qui ne possède des cours réguliers du soir, ou tout au moins une société de conférenciers, donnant leur temps et leur science gratuitement. On peut affirmer sans crainte, que dans les métiers où les heures de travail sont raisonnables, les ouvriers des principales contrées de l'Europe peuvent, avec un peu d'énergie, acquérir une instruction que bien des jeunes gens ne reçoivent pas sur les bancs de l'école.

XI

LES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES DU CANADA

Dans la province de Québec — il faut bien le confesser — nous sommes encore sous ce rapport dans la première enfance, et, à moins de travailler sans plus de retard l'opinion, à moins d'arriver à la pénétrer de l'utilité incontestable de ces institutions, nous sommes menacés de ne pas atteindre de sitôt le but que nous poursuivons.

Dans l'organisation de ce mouvement, la province d'Ontario a déjà pris le pas sur nous

depuis assez longtemps. Il est en effet bon nombre de villes et même de villages dans Ontario qui ont leurs bibliothèques.

La plus considérable et la mieux organisée est celle de Toronto, fondée en 1884. Elle contient actuellement 60,000 volumes.

Les administrateurs de cette bibliothèque ont récemment publié—en février 1890—un rapport qui nous renseigne exactement sur son développement.

" 1889, dit ce rapport, a été une année remarquable au point de vue des progrès accomplis. L'on constate même une augmentation notable dans la circulation du nombre de volumes depuis le mois de janvier 1889.

" Ainsi le nombre de livres prêtés durant l'année s'est élevé à 310,945, contre 379.160 en 1888—ce qui fait une augmentation de onze pour cent. Dans le cours de la dernière année, ajoute le rapport, 5.500 volumes ont été acquis par la bibliothèque qui en renferme maintenant 60,000.

Cette circulation de 310,000 volumes en une seule année est vraiment étonnante. Comparativement à la population, le résultat est immense et place la bibliothèque de Toronto au sixième rang parmi les bibliothèques américaines qui disposent d'une grande circulation.

Les finances de cette institution sont des plus florissantes. Ses revenus se sont élevés,

l'an dernier à $37,327, en y comprenant la subvention de $200 accordée par la législature d'Ontario et $754 d'amendes perçues. [1]

La dépense dans la même période n'a pas dépassé $33,000.

Il y a plus. Les directeurs de cette institution ont décidé d'ajouter une autre aile à leur bibliothèque, et l'on estime que cette nouvelle construction va coûter $30,000. On n'a pas à s'inquiéter des fonds, la ville étant disposée à les fournir.

Parlant des bibliothèques gratuites de la province d'Ontario, le *Globe* de Toronto signalait au mois de mai dernier, les progrès de la population de cette province dans ce qu'il appelle cette " branche de l'éducation."

De 1883 à 1889—constatait le grand journal torontonien—le nombre des instituts d'ouvriers et des bibliothèques gratuites est monté de 93 à 187 ; le nombre de membres et de lecteurs de 13,672 à 38,819 ; le nombre de journaux et revues de 1,540 à 3,425 ; le nombre de volumes dans les bibliothèques de 154,093 qu'il était en 1883 atteint aujourd'hui 339,225 ;

---

1 — La législature de Toronto vote tous les ans une subvention de $200 à chacune des bibliothèques publiques et gratuites de la province d'Ontario.

puis enfin la circulation des livres qui était de 251,921 s'est élevée en 1889 à 820,701.

Cette statistique—ajoute le *Globe*—indique par elle-même combien le goût de la lecture augmente rapidement dans notre province.

Que ne peut-on dire la même chose chez nous ?

Après la grande bibliothèque publique de Toronto, il convient de mentionner celle de la ville de Hamilton qui vient de se payer le luxe d'un somptueux édifice pour y loger ses quinze à vingt mille volumes.

Pour arriver à cette fin, il ne lui en a coûté qu'un léger effort. Elle a fait accepter par le corps municipal, aux élections de 1889, l'acte des *Free Librairies* qui autorise à prélever sur les contribuables une taxe d'un demi-centin dans la piastre, et avec le produit de cet impôt elle a construit sa bibliothèque.

Ce n'est pas plus malin que ça. Du zèle et de la bonne volonté de part et d'autre et le succès d'une entreprise est assuré.

Franchement, nous ne comprenons pas pourquoi il ne se fait point quelque chose dans le même sens à Québec et à Montréal.

On dira que nous n'avons pas, comme à Ontario, de loi qui nous autorise à prélever une certaine contribution sur les électeurs municipaux pour les fins de bibliothèques.

C'est la vérité, mais qui nous empêche de nous adresser à notre législature pour un objet aussi louable que celui-là, et quel est le parlement qui se refusera d'accéder à la demande qui lui en sera faite ?

La province d'Ontario—constatons-le une fois de plus pour notre édification—fait depuis quelques années des efforts inouïs pour répandre la lecture et fournir une nourriture intellectuelle à sa population.

A l'heure qu'il est, elle compte déjà dix grandes bibliothèques publiques, fonctionnant en vertu de l'Acte des Bibliothèques gratuites passé en 1882 par le parlement d'Ontario.

Ces dix bibliothèques, maintenues, comme nous l'avons dit, à même la taxe municipale, sont installées à Brantford, Guelph, Berlin, Hamilton, Ingersoll, Lindsay, Ste-Catherine, St-Thomas, Toronto et Waterloo.

Elles renferment 120,000 volumes et sont fréquentées par plus de 33,000 lecteurs.

A Montréal, nos concitoyens anglais et protestants et même une certaine fraction de la population française s'approvisionnent de livres à la bibliothèque Fraser.

Le président de cette institution, l'hon. J.-J.-C. Abbott, constatait dans son rapport publié dans les premiers jours de mars 1890, que, pendant l'année écoulée, le nombre des

4

personnes fréquentant la bibliothèque avait sensiblement augmenté et que la bibliothèque s'était accrue de 2,500 volumes — don de son généreux président.

Quoique déjà bien pourvu de livres, l'institut Fraser s'efforce chaque année d'accroître sa collection, et dans ce but elle fait de chaleureux appels à la générosité du public. Ces appels sont généralement entendus. Ainsi pour les années 1887-88-89 seulement, l'institut Fraser a reçu les souscriptions suivantes:

J.-H.-R. Molson, $13,000; hon. J.-J.-C. Abbott, $4,000; R.-B. Angus, $2,000; hon. juge Torrance, $1,000; P. Redpath, $1,000; Hugh McLennan, $1,000; W.-C. McDonald, $1,000: T. Workman, $1,000; D. McIntyre, $1,000; sir D.-A. Smith, $1,000; W.-B. Cumming, $250; O.-S. Wood, $250; G. Hague, $250; Andrew Allan, $250; G.-W. Hamilton, $50; total: $27,050. 1888-89, J.-H.-R. Molson, $3,000; anonyme, $126.38. Grand total: $30,176.38.

Nos concitoyens de Montréal ne jugent point cependant que l'institut Fraser réponde à tous les besoins, ni à toutes les classes. Aussi se préoccupe-t-on depuis près d'un an à prélever des souscriptions pour jeter les bases d'une autre bibliothèque d'un caractère purement industriel. Le mouvement est très

populaire, et un journal de Montréal disait naguère : "Avant trois mois, nous aurons les fonds nécessaires et nous possèderons quelque chose qui fera la gloire de notre industrie."

"Qu'on y songe, disait le même journal, pour activer le mouvement, les expositions vont avoir lieu régulièrement à Montréal ; où puiser, où prendre, copier des renseignements? à la bibliothèque industrielle qui contiendra tout ce qui existe en ouvrages français et anglais, dessins, planches, collections photographiques, etc. Chaque membre fondateur va recevoir *une carte spéciale* et aura droit à son entrée gratuite et en tout temps à la bibliothèque. Ainsi tout à gagner dans cette bonne œuvre d'union et de prévoyance."

XII

NOTRE ÉTAT D'INFÉRIORITÉ

Voilà, en résumé, comment l'on apprécie aux Etats-Unis, en Europe, et jusqu'en certaines villes de la province d'Ontario, l'importance de l'éducation faite par l'entremise du livre.

Il n'y a—faut-il le dire ?—il n'y a que notre province où la bibliothèque populaire fait défaut. Je ne fais pas entrer en ligne de compte, bien entendu, la bibliothèque du

parlement, celle de nos universités ou même celle de nos divers instituts. Celles-ci rendent sans doute d'incontestables services ; elles sont même fréquentées avec profit, mais comme elles poursuivent généralement un but absolument distinct de celui des bibliothèques populaires proprement dites, elles ne sont point censées contenir des livres à la portée des masses.

Mais dans la ville de Montréal qui renferme une population de 233.000 habitants avec plus de quarante mille artisans, dans une ville comme Québec, qui compte aussi plus de quinze mille ouvriers, il n'existe pas un seul de ces sanctuaires de l'intelligence et du savoir, où le travailleur, où l'homme du peuple puisse porter ses pas, occuper ses loisirs et refaire par la lecture une éducation à peine ébauchée.

Si j'appuie aussi fortement sur ce point, si je constate, avec une légère teinte d'amertume, l'absence de salles de lectures et de bibliothèques dans des circonscriptions aussi populeuses et aussi étendues que les nôtres, ce n'est point pour en faire un reproche à qui que ce soit ; je tiens uniquement à démontrer qu'en nous laissant trop devancer dans cette voie par les populations des autres pays,

nous préparons à nos classes ouvrières que nous estimons un avenir peu rassurant.

Pendant que de toutes parts, au loin comme près de nous, l'on fait des efforts constants, l'on s'impose des sacrifices de toute sorte pour élever le niveau intellectuel et moral de l'ouvrier, pour l'engager à se perfectionner dans son métier, pour le rendre apte à jouer un rôle honorable dans la société. ici. avant la fondation des écoles du soir qui est un pas décisif dans la bonne voie, nous semblions le laisser à ses propres ressources, les classes dirigeantes se désintéressaient de son sort et de son avenir. Et quelle pouvait être la conséquence de cette abstention ? Le résultat inévitable aurait été de rendre l'ouvrier canadien inférieur à l'ouvrier étranger qui, lui, trouve à sa porte, dans la ville où il travaille, toutes les occasions et les facilités de se perfectionner dans son art et d'embellir sa mémoire et son intelligence.

C'est une réflexion du même genre que me faisait naguère un compatriote éclairé, fixé depuis plusieurs années aux Etats-Unis, M. Leduc, en me transmettant pour publication dans le journal l'*Evénement* une communication sur l'importance des bibliothèques gratuites.

" Il est certainement à regretter, écrivait M. Leduc, que des écoles et des bibliothèques gratuites n'aient pas été fondées il y a déjà un grand nombre d'années dans notre beau Canada. C'est un besoin qui s'est toujours fait sentir gravement parmi la classe pauvre et ouvrière de ce pays, pour qui la chose est d'une importance majeure ; et il est étonnant que vos législateurs et politiciens n'aient pas considéré cette question sérieusement, il y a bien des années déjà.

" Combien ne voyons-nous pas encore de nos jours de ces braves et bons Canadiens qui ne savent pas lire et qui ne peuvent pas même signer leur nom. C'est pénible à constater, mais ils ne sont souvent pas ceux qui doivent être le plus à blâmer. Nous voyons aux Etats-Unis, la moindre petite ville posséder sa bibliothèque et ses écoles gratuites. Ainsi, quelque soit la condition de la vie où se trouve le journalier américain, il peut lire son journal à la fin de sa journée de travail, et se tient ainsi au courant des nouvelles du jour, comme des nouvelles politiques.

" Il jouit aussi d'un doux repos en s'instruisant davantage. Il peut encore se procurer facilement et sans qu'il lui en coûte un sou, les livres, où il peut puiser les enseignements nécessaires à son état ou à son métier ; ou encore jouir d'une lecture un peu plus légère, qui lui procure une récréation, tout à la fois sage et agréable, et souvent d'un précieux avantage pour son intelligence.

" Après les écoles dans une grande ville, le système le plus important d'éducation est

certainement une bibliothèque publique, bien administrée. Comme tous les grands pouvoirs d'une nature extérieure, ses opérations sont presque sans bruit, mais son influence est énergique et augmente sans cesse dans un mouvement que l'on peut déterminer *sans précipitation et sans repos.*"

XIII

LA COOPÉRATION DES VILLES

Il n'est que juste de dire qu'un mouvement a été tenté en ces derniers temps pour arriver à une solution pratique du problème dont nous nous occupons. Des citoyens de Québec d'un patriotisme et d'un zèle bien connus, et dont les noms nous ont déjà été divulgués par les feuilles publiques, ont constitué un bureau de direction et ont courageusement pris l'initiative de la nouvelle organisation. [1] Ils se

---

1 — Le bureau de direction de la nouvelle Bibliothèque des Ouvriers de Québec se compose de M. l'abbé Bélanger, curé de St-Roch, qui en est le président ; de M. J.-B. Laliberté, trésorier ; de M. Chas-T. Côté, secrétaire ; de l'honorable G. Bresse, et de MM. Z. Paquet, G. Rochette, J.-B. Provost, Ed.-J. Angers, Jos. Turcotte, Ph. Gagnon et F.-X. Drolet.

La *Bibliothèque des Ouvriers* est installée à St-Roch, rue de la Couronne. Elle possède une magnifique collection de journaux, et quatre à cinq cents volumes, ce qui n'est pas suffisant.

sont adressés en premier lieu à la législature qui, sans hésitation aucune, a accédé à leurs demandes. Il leur reste à frapper à d'autres portes, où l'accueil, il faut l'espérer, sera aussi hospitalier et se traduira par des secours également appréciables.

Ce mouvement auquel ont pris part de sincères amis de l'éducation est très sérieux. J'ajouterai que le sentiment philanthropique qui l'a dicté est des plus louables et mérite à tous égards de trouver un écho au sein des classes dirigeantes.

Il y a plus.

Le conseil municipal de Québec — et je dirai la même chose du conseil municipal de la grande métropole commerciale — qui se compose, pour la plus grande partie, d'hommes qui ont vécu avec le peuple, qui en connaissent conséquemment les besoins et les aspirations, ne saurait refuser à son tour de s'associer, d'aider de ses deniers une œuvre de cette importance, alors que la demande lui en sera faite. Ce n'est pas précisément un précédent qu'il créérait. Il a pour se guider dans cette voie, pour motiver son adhésion et l'emploi de ses deniers, l'exemple donné depuis de longues années par la plupart des corporations municipales des Etats-Unis, de

l'Europe et même de la province d'Ontario. Dans certains centres du Haut-Canada [1]—je l'ai établi il y a un instant — les autorités municipales n'hésitent pas même à recourir à une taxe spéciale pour couvrir les frais d'aménagement et d'installation de pareils établissements.

Il importe donc de ne point se faire illusion sur ce point: qu'il est possible de monter convenablement une bibliothèque avec la seule subvention en argent accordée par la législature. Aussi, je prétends que la ville qui veut avoir une bibliothèque chez elle doit intervenir et payer sa quote-part des frais généraux. La raison en est bien simple. Etant donné les besoins du pays qui sont fort considérables, une législature, en lui prêtant même la meilleure volonté du monde, ne peut que souscrire une somme relativement restreinte. C'est à la ville intéressée à faire le reste.

---

1 -- A Toronto, la taxe prélevée pour le soutien des bibliothèques est d'un quart de centin dans la piastre.

XIV

LES DOTATIONS PARTICULIÈRES

Je vais plus loin. En supposant que le concours de la législature et celui des municipalités de ville soit acquis au mouvement,—ce qui est déjà un fort joli point de départ — il nous faut pouvoir encore compter sur les largesses de ceux de nos concitoyens qui sont favorisés des biens de la fortune.

Nous n'avons point, il est vrai, comme aux Etats-Unis, de ces Crésus qui nagent dans un océan de millions et qui peuvent risquer des dotations dont le chiffre éblouit, mais cela n'est pas strictement nécessaire. Qu'on suppose seulement qu'obéissant à l'un de ces sentiments qui sont l'apanage des grands cœurs, les capitalistes de Québec et de Montréal, ceux qui ont eu le bonheur d'amasser une jolie fortune dans le commerce ou dans l'industrie, mettent l'épaule à la roue, consacrent respectivement une parcelle de leur revenu à l'entreprise, et le problème que nous discutons reçoit — pour le plus grand bien des classes populaires — une solution immédiate ; la bibliothèque est fondée en quelques semaines, son existence est assurée et le nom des bien-

faiteurs canadiens qui ont contribué à l'accomplissement de cette œuvre humanitaire s'impose à l'éternelle reconnaissance de la postérité.

L'exemple de l'écossais Carnegie, qui vient de doter la ville de Pittsburg d'une belle et spacieuse bibliothèque, est l'un de ceux qui peuvent être cités avec avantage à nos compatriotes disposant d'une certaine fortune et mus en même temps du noble désir de se rendre utiles à la société.

Avant de verser entre les mains des autorités de la ville de Pittsburg ce royal cadeau que vous connaissez, M. Carnegie s'était demandé tout d'abord quelle affectation spéciale il pourrait donner à ses millions et à quelle œuvre il devait s'attacher de préférence.

Après avoir passé en revue dans son esprit les diverses manières honorables d'utiliser sa fortune pour le plus grand bien de ses semblables, il s'arrêta à deux projets qui lui parurent d'une importance également capitale: la fondation d'une grande école ou université ou la création d'une bibliothèque publique et gratuite. Ce dernier projet toutefois lui souriait plus que le premier et il va nous en communiquer la raison :

“ Quand j'étais enfant, à Pittsburg, dit-il, le colonel Anderson, dont le nom m'inspirera

toute ma vie le sentiment de la plus vive gratitude, avait eu l'idée charmante d'ouvrir aux garçons de la ville sa petite bibliothèque de quatre cents volumes, pas plus. Chaque samedi, sans faute, il se donnait la peine de rester chez lui toute l'après-midi pour remplir en personne les fonctions de bibliothécaire et procéder aux échanges de livres.

" Il faut savoir avec quelle fiévreuse impatience nous attendions cette bienheureuse journée du samedi, pour comprendre le bien qu'on peut faire par de pareils moyens.

" Mon frère et M. Fipps, qui ont été depuis les associés de toute ma vie, partageaient avec moi le bénéfice de cette généreuse idée du colonel Anderson. C'est alors que je me suis promis, si jamais je devenais riche, de rendre à d'autres enfants par l'organisation de bibliothèques gratuites, les joies que j'ai dues à cet excellent homme."

M. Carnegie a tenu parole. Grâce à sa générosité, grâce aussi à l'heureux souvenir dont il s'est inspiré, les ouvriers de Pittsburg verront s'ouvrir devant eux, d'ici à quelques semaines, les portes de l'une des plus belles institutions de l'Amérique.

Je comprends qu'à Québec surtout, les Carnegie nous faisant absolument défaut, l'on ne peut être admis à escompter de pareilles prodigalités. Toutefois si notre sol un peu ingrat ne voit point surgir de ces fortunes colossales

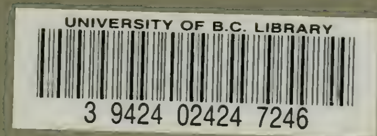
si nombreuses aux Etats-Unis, nous en comptons encore de fort respectables et de fort enviables.

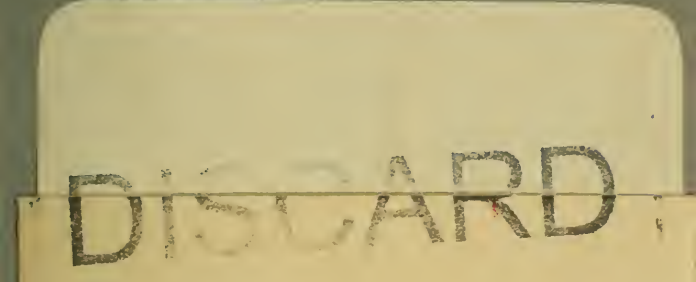
Je ne voudrais, pour aucune raison, commettre une indiscrétion coupable, mais pour peu que je voulusse m'en rapporter à des faits de notoriété publique, je pourrais citer, de mémoire, dix à quinze noms pris indistinctement dans les rangs du commerce et de l'industrie, des noms qui sonnent très haut dans le monde financier, et dont les porteurs pourraient, sans gêner en aucune façon leur train de vie, faire en petit pour notre population ouvrière ce que le richissime M. Carnegie a fait en grand pour la ville de Pittsburg.

Quoiqu'il en soit, nous ne devons point désespérer de l'avenir. L'idée qui a été lancée est trop noble et trop grande, et l'œuvre que l'on veut accomplir trop belle et trop patriotique pour ne pas raccoler avant longtemps des adhésions qui lui permettent de s'épanouir dans tout son éclat.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES


UNIVERSITY OF B.C. LIBRARY
3 9424 02424 7246


DISCARD